

Burundi/Crise

Bujumbura refuse le déploiement de 228 policiers de l'Onu sur son sol

AFP

Nairobi/Kenya

Un rejet sans surprise. Les autorités burundaises acceptent en revanche l'envoi par l'UA de 100 observateurs et d'autant d'experts militaires.

LE gouvernement burundais a annoncé "rejeter" la résolution de l'Onu adoptée vendredi à l'initiative de la France et prévoyant le déploiement de 228 policiers dans le pays, dans un communiqué reçu hier par l'AFP.

"Le gouvernement du Burundi rejette toute disposition de la résolution en rapport avec l'envoi d'une force quelconque sur son territoire, en violation des règles élémentaires régis-



Photo : AFP

Le pouvoir de Pierre Nkurunziza ne veut pas entendre parler de déploiement de policiers de l'Onu au Burundi.

sant la famille des Nations unies et surtout violant la souveraineté de son territoire", écrit dans ce communiqué son porte-parole Philippe Nzobonariba. Le Conseil de sécurité a voté vendredi une résolution proposée par la France et prévoyant le déploiement progressif de 228 policiers de l'Onu au

Burundi, pour tenter d'y ramener le calme et de faire respecter les droits de l'Homme.

Ce texte demandait au gouvernement burundais de "coopérer pleinement" avec la force de police onusienne. Mais son rejet par les autorités burundaises était attendu, celles-ci ayant organisé dès samedi

une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura pour le dénoncer.

Le pouvoir burundais a même encore durci le ton dans ce dernier communiqué. Alors qu'il s'était jusqu'à dit prêt à accueillir jusqu'à 50 policiers onusiens, il écarte désormais également cette éventualité.

"Cette hypothèse n'a plus de raison d'être et (est) donc à reconsidérer, car les forces de défense et de sécurité maîtrisent parfaitement la situation à l'intérieur de tout le territoire national", a justifié M. Nzobonariba. Il a en revanche précisé que les 100 observateurs et 100 experts militaires qui devaient être déployés par l'Union africaine restaient "les bienvenus". Pour

l'heure, seuls 32 observateurs et 14 experts sont cependant effectivement sur le terrain.

La résolution de l'Onu prévoyait que ses policiers soient envoyés à Bujumbura et dans tout le Burundi "pour une période initiale d'un an", et que leur mandat puisse être prolongé ou modifié si la situation empire.

Le Burundi est plongé dans une grave crise émaillée de violences depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, avant d'être réélu en juillet. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270 000 personnes à quitter le pays.

Nigeria/Jihadisme

Qui dirige Boko Haram ?

AFP

Lagos/Nigeria

En annonçant un changement à la tête du groupe islamiste nigérian, l'EI relance le débat sur le sort d'Abubakar Shekau.

BOKO Haram, groupe islamiste nigérian qui a prêté allégeance à l'organisation Etat islamique en mars 2015, aurait un nouveau chef selon Al Nabaa, hebdomadaire officiel de l'EI, qui relance les spéculations sur la disparition

d'Abubakar Shekau à la tête du mouvement.

"Dans son premier entretien avec le journal Al Nabaa après sa désignation comme Wali (chef) sur l'Afrique de l'Ouest, cheikh Abou Mosab Al Barnaoui parle de l'histoire du jihad dans cette région", annonce le journal dans son numéro 41 daté de mardi.

Dans son entretien avec Al Nabaa, Al Barnaoui ne fait aucune référence claire au sort du chef reconnu de la mouvance, Abubakar Shekau, sauf pour rappeler l'histoire du mouvement, qui a prêté allégeance à

l'Etat Islamique en mars 2015 et se fait appeler depuis Jama'at Ahl al-Sunnah Lil Dawa Wal Jihad (la Province ouest africaine de l'Organisation de l'Etat Islamique).

Depuis 2015, Barnaoui est apparu à plusieurs reprises dans des vidéos relatant les attaques du groupe, ce qui lui valait d'être considéré comme le porte-parole de Boko Haram, selon des experts. Les spéculations sur la disparition de Shekau sont monnaie courante. Sa dernière apparition date du mois de mars, où il appa-

raissait affaibli dans une vidéo postée sur Youtube et déclarait que « Pour moi la fin est venue ».

Un expert nigérian sur la sécurité a affirmé à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que Shekau était "vivant", mais que l'EI a pu vouloir prendre ses distances avec ce leader peu fiable qui donne une mauvaise image à l'organisation.

Il est "possible" qu'Al Barnaoui ait pris la succession de Shekau à la tête Boko Haram, explique Yan St Pierre, spécialiste des questions du jihadisme pour le Modern Security Consulting Group (Mosecon). Sous le leadership de Shekau, "Boko Haram a perdu son prestige et est devenu difficile à contrôler.

Aujourd'hui, Boko Haram est divisé en plusieurs petits groupes".

Ba'na Bulachira, plus proche d'Al Qaida au Maghreb Islamique (Aqmi), avait été désigné également comme un leader potentiel du groupe. "Tous utilisent le même nom, mais Boko Haram est devenu un groupe très hétérogène", explique M. St Pierre.

Abubakar Shekau avait pris la tête de la secte islamiste après l'exécution de son leader historique Mohammed Yusuf par les forces de l'ordre en 2009, marquant le début d'une vague de violences qui a fait quelque 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés dans toute la région du lac Tchad.

Tunisie/Politique

Youssef Chahed chargé de former un gouvernement d'union

AFP

Tunis/Tunisie

LE président tunisien Béji Caïd Essebsi a chargé hier le ministre des Affaires locales dans le gouvernement sortant, Youssef Chahed, 40 ans, de former un cabinet d'union nationale.

"J'ai rencontré aujourd'hui le président de la République qui m'a chargé de former le gouvernement d'union nationale", a déclaré M. Chahed à la presse au palais présidentiel de Carthage. "Aujourd'hui, nous entrons dans une nouvelle étape qui requiert des efforts, des sacrifices, de l'audace, du courage, de l'abnégation et des solutions sortant du cadre classique", a-t-il ajouté, en précisant que ses priorités seraient la lutte contre le terrorisme et la corrup-



Photo : AFP

Promu hier par le président Béji Caïd Essebsi, Youssef Chahed, 40 ans, a 30 jours pour former un gouvernement d'union.

que les femmes seraient "mieux représentées".

La désignation de M. Chahed intervient après que le Parlement a retiré samedi sa confiance au chef du gouvernement Habib Essid, tout juste 18 mois après sa nomination.

Le président Essebsi s'était dit le 2 juin en faveur d'un gouvernement d'union nationale face aux critiques contre le cabinet Essid, accusé d'inefficacité alors que la Tunisie traverse une période sensible, confrontée à une économie en crise et des attentats jihadistes meurtriers.

Dès l'évocation du nom de M. Chahed ces derniers jours, certains ont salué sa jeunesse (il aura 41 ans en septembre). Mais d'autres ont critiqué la promotion d'un membre du gouvernement sortant, jugé en échec, en dénonçant aussi des liens de parenté par alliance avec M. Caïd Essebsi.

C'est arrivé...

Il gagne un hôtel sur une île tropicale à la tombola

UN Australien verni a gagné un hôtel dans une île tropicale du Pacifique, lors d'une tombola qui a attiré des milliers de participants à travers la planète.

Doug et Sally Beitz s'étaient installés sur Kosrae, une île de Micronésie, dans les années 1990. Mais ils veulent rentrer en Australie et ont choisi de faire de leur hôtel de 16 chambres le prix unique d'une tombola à 49 dollars américains (environ 30 600 francs) le ticket.

Avant le tirage au sort l'autre mardi, Doug Beitz avait expliqué qu'il voulait transmettre son affaire "à des gens qui nous ressemblent". Il espérait que le gagnant soit "quelqu'un qui aime la chaleur, qui aime rencontrer des gens nouveaux venus du monde entier".

Une vidéo publiée sur Facebook montrait que le ticket gagnant portait le numéro 44 980.

Doug Beitz a eu un peu de mal à contacter son propriétaire. Mais il y a finalement réussi. "Il s'appelle Joshua et il vient d'Australie", dit-il sur la vidéo, précisant qu'il habite la Nouvelle-Galles du Sud.

Outre l'hôtel, le gagnant se voit décerner une résidence à quatre chambres, cinq voitures de location, deux camionnettes de 10 places, un pick-up et un restaurant.

... à Kosrae (Micronésie)

L'Afrique en bref

• Afrique du Sud/Municipales. Test pour l'ANC

Les Sud-Africains votaient hier pour des élections municipales aux allures de test pour l'ANC, le parti au pouvoir. Pour la première fois depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'opposition pourrait l'emporter dans plusieurs grandes villes.

• Burkina Faso/Politique. Les partis sommés de régulariser leur situation

Le gouvernement burkinabè a sommé mardi un tiers des partis politiques du pays à régulariser leur situation légale d'ici le 31 août pour éviter leur "suspension" ou leur "dissolution".

• Soudan du Sud/Politique. Le président limogé cinq ministres liés à Machar

Le président sud-soudanais Salva Kiir a limogé cinq ministres liés au chef des ex-rebelles Riek Machar, selon un décret présidentiel publié mardi soir, ajoutant encore à l'incertitude qui pèse sur l'application de l'accord de paix d'août 2015.

• Zimbabwe/Manifestation. Répression violente à Harare

La contestation contre le président Robert Mugabe ne faiblit pas au Zimbabwe où une manifestation contre la politique économique du gouvernement a été violemment réprimée par la police hier à Harare.

A travers le monde

• Etats-Unis/Présidentielle. Des républicains anti-Trump voteront pour Clinton

Chez les républicains, le tabou du vote en faveur de la démocrate Hillary Clinton à l'élection présidentielle américaine est brisé, plusieurs personnalités de droite rejetant publiquement Donald Trump, plongé dans l'une des plus graves controverses de sa campagne à ce jour.

• Japon/Politique. Abe remanie son gouvernement



Photo : AFP

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, conforté dans sa position par les récentes élections sénatoriales, a remanié hier son gouvernement, gardant une partie de ses hommes-clefs et installant une femme nationaliste - Tomomi Inada, 57 ans - à la Défense, un fait exceptionnel.